

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 65

Mercredi 1^{er} septembre 1976

Prix : 1 F

EDITORIAL :

GUADELOUPE :

La politique du gouvernement ; impréparation et auto-satisfaction

FACE à la reprise d'activité de la Soufrière, le gouvernement a fait preuve d'imprévoyance. Il n'a pas préparé sérieusement l'évacuation de la région menacée. Des milliers de gens se sont alors jetés sur les routes, abandonnant toutes leurs affaires, certains (les paysans) n'ayant même pas le temps d'aller s'occuper de leurs animaux.

Le gouvernement, ayant toujours refusé d'envisager sérieusement l'hypothèse d'un tel déplacement de population, n'avait pas préparé convenablement l'accueil des réfugiés. Si bien que c'est dans des conditions souvent désastreuses que des milliers de gens ont été logés et à peine nourris.

Or, ce gouvernement disposait de plusieurs mois avant l'alerte pour préparer une telle éventualité. Il a eu six mois pour lancer les constructions qu'il envisage seulement aujourd'hui. Il a eu six mois pour prévoir ne serait-ce que l'hébergement dans des conditions correctes, avec des lits, en nombre suffisant, avec des conditions d'hygiène acceptables.

Défaut de prévision, absence de programme, mépris envers la population ! Toutes les contorsions et les déclarations d'auto-satisfaction de Stirn et du préfet ne pouvaient cacher tout cela, cette impréparation et cette incurie.

Au point que ces messieurs en arrivaient à se frotter les mains d'avoir fait évacuer la région à temps. Il n'y aurait pas de nouveau Saint-Pierre ! Comme si une telle mesure d'élémentaire sécurité n'allait pas de soi !

Le mépris des travailleurs et du sort de la population pauvre se situe aussi dans l'absence de mesures sérieuses d'indemnisation pour les pertes subies, notamment du fait de la fermeture obligatoire des entreprises de la région de Basse-Terre.

Au moment où nous écrivons, les patrons de ces entreprises ont déjà reçu des assurances sur l'aide et les indemnités qu'ils recevront. C'est ainsi que la Chambre de commerce de Basse-Terre a affirmé un moment que les 170 millions votés par le Conseil général de la Martinique leur seraient tout simplement attribués ! Tandis qu'en Martinique le préfet affirmait que cet argent irait aux réfugiés.

Par contre en ce qui concerne les travailleurs, les petits commerçants, les petits planteurs, rien de précis n'a été fait ni même dit. Le préfet a eu le front de déclarer aux représentants de la CGT que les allocations ou indemnités de chômage technique se situeraient autour de 350 ou 400 francs. Il a insisté sur le fait que les travailleurs pouvaient parfaitement vivre avec cela dans les circonstances actuelles.

Pourtant, face à la crise actuelle déclenchée par la Soufrière, il y avait des solutions qui auraient permis d'alléger les ennuis et les souffrances de ceux qui étaient obligés de quitter leur région.

Il était possible d'intégrer les travailleurs de la Basse-Terre à la construction des logements d'accueil et dans les entreprises de la Grande-Terre. Pour cela il était nécessaire d'interdire les heures supplémentaires sans diminution de salaire et déga-ger ainsi des centaines sinon des milliers d'emplois. On pouvait répartir tous les emplois entre tous.

(Suite page 4)

GUADELOUPE

LES « CENTRES D'HÉBERGEMENT »

Une illustration de l'imprévoyance de l'administration préfectorale



SUITE aux manifestations de la Soufrière et à l'évacuation des habitants d'une partie de la Basse-Terre, 20.000 personnes se sont retrouvées dans des écoles des communes d'accueil baptisées, par l'administration, « centres d'hébergement ».

Mais en fait d'hébergement, il s'agit plutôt d'un entassement des sinistrés les uns sur les autres

dans des locaux scolaires souvent vétustes, sans sanitaires, sans douches, et parfois même sans eau courante et électricité.

En outre, dans la majorité des cas, c'est à leur arrivée dans ces centres que les réfugiés durent eux-mêmes tout installer : lits, quand il y en avait, matelas et autres matériels de couchage. Pourtant, il y avait, paraît-il, depuis plusieurs mois, un plan

ORSEC mis sur pied, où tout avait été prévu !

Les réfugiés durent à leurs dépens se rendre compte que tout cela n'était que bluff et mensonge et si certains purent dormir les deux premières nuits dans ces centres c'est en grande partie grâce à de la solidarité des habitants de la commune d'accueil qui n'avait pas manqué de se manifester en la circonstance.

La démission de Chirac

QUAND DES POLITICIENS DE DROITE REFUSENT D'ASSUMER LEURS RESPONSABILITÉS

CHIRAC a démissionné de son poste de Premier ministre de façon spectaculaire, en mécontentant ouverte avec le président de la République, ce qui ne s'était jamais vu en dix-huit ans de cinquième République.

Chirac a justifié son départ par des divergences qui l'opposeraient à Giscard quant aux attributions de l'un et de l'autre. En réalité, Chirac est parti parce qu'il ne voulait pas être associé aux mesures impopulaires que le gouvernement sera tenu de prendre dans la prochaine période. Mesures impopulaires à l'égard

des travailleurs bien sûr, mais dont certaines risquent de déplaire à la petite et moyenne bourgeoisie, et plus généralement, à l'électorat traditionnel de l'UDR.

Et de fait, le nouveau gouvernement sera un gouvernement d'austérité. C'est son chef, Raymond Barre lui-même qui l'a déclaré. Giscard a choisi l'économiste Barre, c'est-à-dire un technicien pour former le gouvernement justement parce que tous les politiciens professionnels susceptibles d'assumer la tâche de Premier ministre n'ont pas voulu accepter cette responsabilité.

Quant à nous, travailleurs, nous savons déjà que l'objectif n° 1 du gouvernement Barre, la lutte contre l'inflation, entraîne des mesures qui frapperont d'abord les pauvres, les plus démunis.

Gouvernement d'austérité, le gouvernement Barre est aussi un gouvernement de compromis. Il réalise un certain équilibre entre les trois plus importantes formations politiques de droite qui, chacune à sa façon, se sont défilées devant la responsabilité de former le gouvernement néces-

(Suite page 4)

HOPITAUX (Martinique)

Le manque de personnel se fait sentir pendant la période des congés

LE manque de personnel dans les hôpitaux est monnaie courante en temps normal. Pendant les vacances, cette pénurie se fait sentir davantage. Et ceci pour plusieurs raisons :

— d'abord parce que tous les agents en congé ne sont pas remplacés. Ainsi, à l'hôpital psychiatrique de Colson, dans un pavillon comptant treize infirmiers, sur six absents dont deux en congé annuel, deux en disponibilité et deux en congé de maladie, l'administration n'en a remplacé que deux ;

— ensuite parce que les agents préfèrent prendre leur congé dans la période qui va de juillet à septembre — pour certains afin d'être avec leurs enfants et conjoint(e), pour d'autres afin de profiter de cette période où les enfants sont à la maison pour faire toute une série de choses qu'il leur est impossible de faire pendant l'année scolaire. Et quand ils ne peuvent avoir le bénéfice de leur congé annuel au cours de cette période, ils sont obligés de prendre quelques jours de congé de maladie. Là aussi, l'administration ne procède pas toujours au remplacement.

Mais quand l'administration procède à certains remplacements, elle le fait avec beaucoup de légèreté.

C'est ainsi que dans certains services du Centre Hospitalier,

ce sont les élèves infirmiers qui ont la responsabilité du service, seuls de 19 heures à 7 heures quand ils sont de garde. Ou pire encore, à Colson, les remplacements sont faits par des contractuels qui n'ont aucune notion du travail paramédical. Ce sont des étudiants ou des jeunes des classes terminales des lycées qui doivent apprendre sur le tas le travail et qui rentrent comme les agents qualifiés dans le roulement. Eux aussi doivent assurer seuls la couverture du pavillon de 22 heures à 6 heures. Car, si en période normale l'équipe de nuit est de deux, pendant les vacances, elle se réduit à une personne.

Le résultat de tout cela, c'est que le personnel, qui n'est pas parti en vacances est amené à faire toutes les tâches qui ne peuvent être exécutées par les remplaçants, qu'il est contraint à travailler plus souvent la nuit, qu'il est éreinté et là encore, plus que d'habitude qu'il a moins de temps à consacrer aux malades.

Une telle politique de l'administration est irresponsable. Car soigner des malades ne s'invente pas et ne s'improvise pas. Là, plus qu'ailleurs le manque de formation peut être préjudiciable pour la vie d'êtres humains.

Or, prendre son congé annuel pendant la période des grandes vacances est un dû pour les parents. L'administration le sait

bien. A elle d'avoir le personnel qualifié en place et en nombre suffisant pendant toute l'année, y

compris pendant la période des vacances. Ne pas le prévoir et ne pas le faire c'est se moquer

de la santé des malades et du personnel de même que de leur condition de vie.

Caisse d'Allocations Familiales :

Mépris de la direction pour le personnel et la population

Un incident qui s'est déroulé au début du mois d'août à la Caisse d'Allocations Familiales a mis en évidence les problèmes qui se posent au personnel de cet établissement ainsi qu'à la population martiniquaise.

En effet, le 10 août, les dockers de Fort-de-France avaient dû menacer de faire grève pour que leurs allocations familiales leur soient payées à cette date, alors que sans avertir, la direction de la CAF avait prévu de les payer le 25.

Bien entendu, la presse réactionnaire n'a pas manqué de bavarder, et sur les dockers, et sur les employés de la CAF. Qu'en est-il exactement ?

A la CAF se rencontrent les mêmes problèmes que dans les autres administrations au service du public : manque de locaux, manque de matériel adéquat (les fichistes travaillent debout, car il n'y a pas de... chaises), manque de personnel.

Cela entraîne une situation intolérable pour les allocataires.

En effet, des dossiers sont égarés, les retards de paiement atteignent maintenant quatre mois. Il y a six mille demandes en instance. Et il faut plus d'un an pour être inscrit à la Caisse d'Allocations Familiales.

Et c'est là que l'on peut voir le mépris dans lequel la direction

de la CAF tient la population. Car elle sait bien que les Allocations Familiales sont indispensables dans ce pays où règnent en maîtres chômage et bas salaires. Elle sait bien que nombreux sont ceux qui attendent les allocations pour avoir des fins de mois moins difficiles.

Mais justement, de tout cela, elle n'en a cure. Les dirigeants de la CAF préfèrent distribuer des millions de francs en prime aux hauts cadres français, leur procurer des logements gratuits, ou festoyer en banquets somptueux plutôt que donner au personnel la possibilité de servir correctement le public.

LES PROBLÈMES DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Antilles-Guyane :

Des centaines de maîtres-auxiliaires au chômage

L'académie des Antilles-Guyane reçoit cette année cent trente-cinq enseignants titulaires français et cela dans diverses disciplines. Pour le seul département de la Guadeloupe, le chiffre est de quarante-cinq. Chose paradoxale, c'est dans les disciplines où le nombre de maîtres auxiliaires est le plus grand qu'il y a le plus de nominations. C'est le cas en histoire et géographie et en lettres où le nombre de titulaires nommés est respectivement de huit et de seize. En Martinique, les chiffres sont encore plus élevés. L'administration voudrait jeter au chômage des centaines de maîtres auxiliaires en poste parfois depuis de nombreuses années qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Alors que cette dernière ne cesse de parler de la résorption de l'auxiliaariat aux Antilles-Guyane elle envoie les auxiliaires rejoindre le lot de chômeurs déjà fort nombreux. C'est là une bien curieuse façon de résoudre l'auxiliaariat !

Si c'est ainsi que l'administration l'entend dans l'académie Antilles-Guyane, il y a fort à parier qu'elle devra revoir sa position car les maîtres auxiliaires de l'académie et avec eux les autres enseignants ne sont point décidés à accepter le chômage. Et déjà en Martinique et en Guadeloupe, ils se préparent à se battre. En créant les centaines de postes qui seraient nécessaires dans l'académie, il serait possible de titulariser les maîtres auxiliaires et de réembaucher ceux qui ont été mis dehors. Si le besoin s'en fait encore sentir, il est toujours possible de faire venir des

enseignants français supplémentaires. Mais précisément, c'est la politique inverse que mène le gouvernement actuel : il ne crée ni aux Antilles-Guyane ni en France même les postes utiles au bon fonctionnement de l'éduca-

tion. Il entend tout simplement utiliser les Antilles comme exutoire aux problèmes de chômage des enseignants français. C'est pourquoi en se battant pour le maintien de l'emploi des maîtres auxiliaires, ceux-ci et tous les en-

seignants ne se battront pas uniquement pour eux-mêmes mais aussi pour contraindre le gouvernement à créer dans l'académie et ailleurs les postes qu'il faut à un meilleur fonctionnement de l'école.

GUADELOUPE

La rentrée scolaire une effroyable pagaille

LES menaces d'éruption de la Soufrière et le déplacement de population qu'elles ont provoqué vont accroître les difficultés de la rentrée scolaire qui sont déjà en temps normal fort nombreuses.

Si les menaces d'éruption persistent, il va falloir scolariser supplémentaires venant des zones dans les communes d'accueil un total de vingt-six mille élèves non évacués. Cette arrivée d'enfants supplémentaires a comme première conséquence de gonfler démesurément les effectifs des écoles de certaines communes où l'insuffisance de locaux était déjà notoire. Le taux d'accroissement atteint jusqu'à 150 pour cent dans certaines communes. C'est le cas pour le C.E.G. de Deshaies.

Les locaux scolaires existants sont loin de pouvoir accueillir ces effectifs supplémentaires. C'est dire que dans les circonstances actuelles le manque de locaux prend une toute autre dimension. L'administration en a conscience puisque, semble-t-il, elle aurait fait une demande de crédits exceptionnels pour la construction de classes légères. Ces crédits seront-ils effectivement votés ? On peut en effet se poser la question quand on sait avec quelle parcimonie le gouvernement distribue les crédits scolaires en Guadeloupe et en Martinique.

Pour obtenir les crédits nécessaires à la construction de toutes les classes utiles à l'accueil de tous les enfants, pour, si ce-

la s'avère nécessaire, réquisitionner tous les locaux inoccupés ou susceptibles de l'être, c'est à un véritable front unique des parents, des élèves et des enseignants qu'il faudra aboutir. Seul un tel front en rassemblant toutes les énergies peut contraindre le gouvernement à prendre les mesures en rapport avec la situation présente. Du reste, en mettant en œuvre un vaste programme de constructions légères ou solides ce serait déjà une bonne façon de donner du travail à tous les travailleurs du bâtiment actuellement privés d'emplois du fait des événements. C'est bien pour cela que les revendications des parents d'élèves et des enseignants devront être également soutenues par les travailleurs.

France-Antilles
obscurantiste !
ou
le sottisier
de
MM. Miot et Hersant

Le décès simultané, dans la nuit du 6 au 7 août, de trois proches parents sans causes évidentes au départ, a permis à « France-Antilles » de déverser des colonnes d'absurdités pendant une bonne semaine. Tout de suite, « France-Antilles » allait chercher l'explication du triple décès dans le... quimbois. Tout y est passé : crime rituel, pratique du vaudou (les décédés n'étaient-ils pas allés en Haïti) ou observance du culte hindou (les trois morts sont Indiens). Cela a continué jusqu'à ce que l'autopsie ait permis de constater que la mort était due à l'absorption, volontaire ou non, d'un poison. Il a donc fallu un communiqué du procureur de la République rétablissant la vérité pour que cesse cette campagne odieuse qui n'avait comme but que de renforcer la croyance en l'efficacité de la sorcellerie au sein de la population. Le journal de Hersant est d'ailleurs coutumier de ces choses. Ne s'en était-il pas pris quelques mois plus tôt à une pâtisserie de Fort-de-France, répandant le bruit qu'un cadavre avait été vu dans la chambre froide de cet établissement.

Cet épisode montre bien le rôle de la presse colonialiste ici : cultiver la superstition, l'ignorance et accessoirement faire de l'argent à coups de scandales.

LA SOUFRIÈRE : LA SOMBRE RÉALITÉ

La travail en "zone interdite" une décision inconséquente

POUR permettre une certaine activité économique dans la région dangereuse, un système de laissez-passer a été mis en place par l'administration préfectorale. Ainsi, les petits paysans et les ouvriers agricoles qui veulent aller dans la région durant la journée peuvent le faire à condition de se procurer ce laissez-passer.

La délivrance de celui-ci est fonction de l'état du volcan et il est recommandé à ceux qui se rendent dans cette zone de se munir d'un « transistor » pour se tenir au courant de la situation de manière à évacuer les lieux en cas d'alerte. C'est ainsi qu'on a pu voir, certains jours, des travailleurs venus de centres d'hébergement très éloignés de leur lieu de travail obligés de laisser brusquement le travail à la suite d'une alerte. D'autre part, ceux qui n'avaient pas de moyen de s'informer restèrent sur les lieux, ignorants qu'ils étaient du danger qui les menaçait. Il faut dire en passant que ces travailleurs ne disposent pas de services spéciaux de transport et c'est de leur poche qu'ils paient le voyage. Certains patrons ont résolu le problème d'une autre manière. Ils ont tout simplement parqué ces travailleurs comme du bétail par dizaines dans des transports poids lourds qui les conduisent sur les plantations de banane.

Alors on est en droit de se poser certaines questions en ce qui concerne le bien fondé de la décision du préfet.

En réalité, si l'administration met un tel zèle à pousser les gens à retourner dans la zone dangereuse, c'est parce qu'elle ne veut pas dépenser l'argent nécessaire à indemniser ceux qui souffrent des conséquences de ce phénomène naturel et en par-

ticulier les petits paysans et les ouvriers agricoles. Les gros propriétaires n'ont pas à se faire des inquiétudes à ce sujet, car ils sont sûrs d'être indemnisés.

Il est possible de prendre certaines mesures qui permettront de résoudre le problème du chômage qui touche les réfugiés sans pour autant les exposer au danger.

Dans le reste du pays, il existe suffisamment de possibilités de création d'emplois pour pouvoir occuper tous ceux qui ont été obligés d'abandonner travail et foyer : mise en valeur de terres en friches, travaux d'irrigation, construction de logements, etc. Mais le gouvernement ne tient pas à mobiliser les moyens matériels suffisants pour permettre la réalisation de tels projets, et pour cause, exposer la vie de milliers de travailleurs lui revient bien moins cher.



DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

● GOSIER

A l'école de « Grand Bois », à Gosier, les réfugiés en grande partie venant de Basse-Terre ont pu se rendre compte à quel point le prétendu plan ORSEC n'avait rien prévu. Arrivés dans l'école le dimanche, ils n'ont absolument rien trouvé. Pas de lits, pas de couvertures. C'est ainsi que la plupart des réfugiés ont dormi jusqu'à mardi soir 17 août sur des bancs ou à même le sol pour certains. Quant aux repas, les premiers plats chauds n'ont été servis que mardi. Le lundi, ils ont eu droit à des sandwiches, le di-

manche soir, ils n'ont rien eu du tout.

Par contre, le mercredi 18, un responsable de la sous-préfecture s'est présenté pour déclarer aux réfugiés qu'ils devaient s'estimer heureux car on les avait transportés de Basse-Terre à Gosier « gratuitement », qu'on les avait logés donc qu'ils devaient se tenir bien. Bien sûr, il n'a pas pu finir son discours, il a été interrompu et chassé comme il se devait.

● PETIT-BOURG

A Petit-Bourg, les réfugiés, lo-

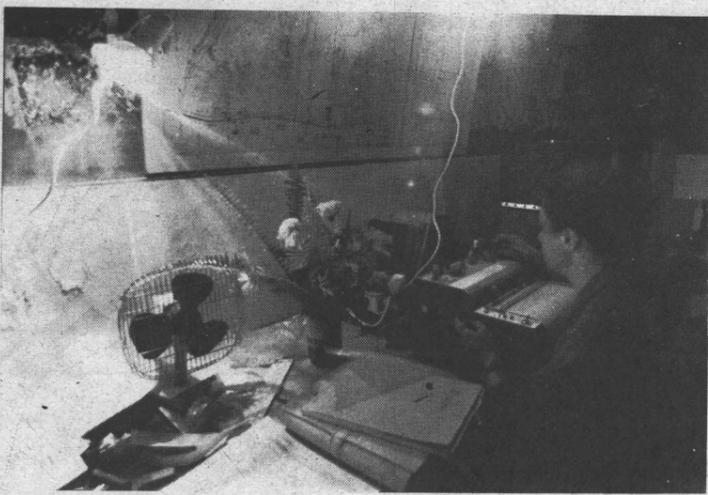
gés dans les écoles du bourg ont eu les mêmes problèmes que ceux du Gosier. Par exemple, le dimanche, une famille comptant neuf personnes ne disposaient que de trois lits de camp. D'autres n'en avaient pas du tout. Ce n'est que mercredi 18 que d'autres lits sont arrivés mais toujours en quantité insuffisante.

● SAINTE-ROSE

A Sainte-Rose, où l'ensemble des écoles du bourg et des sec-

tions abritent 1.500 à 1.800 personnes environ, le principal problème est celui de l'espace réservé aux réfugiés. C'est ainsi que toutes les salles transformées en chambre sont surchargées et contiennent en moyenne 40 à 60 personnes. Autant dire que se posent dans cette commune de graves problèmes de cohabitation. Pour l'instant, ce problème n'a pas encore pris de tournures dramatiques.

Mais si la situation devait durer encore plusieurs jours, elle deviendrait intenable et provoquerait la colère des réfugiés.



MARTINIQUE

Quelle solidarité?

Depuis la reprise des activités de la Soufrière, le maître-mot de la presse officielle (radio, télévision et « France-Antilles ») est « solidarité ». Cette « solidarité » se constate à deux niveaux en Martinique.

Du côté des officiels, elle est surtout verbale ou plutôt « télégrammée ». En effet, télégrammes, interventions à la radio et à la télévision, prises de position des responsables se multiplient et forment maintenant une véritable avalanche. Ces interventions sont d'autant mieux venues qu'elles ont l'avantage de ne coûter strictement rien à leurs auteurs et même d'être tout bénéfique pour certains en vue des prochaines élections. Le champion semble être de loin Emile Maurice, président du Conseil général. Il se multiplie : en Guadeloupe, en Martinique, au Conseil général, dans « France-Antilles », sur les ondes et à la télévision. Il est partout. C'est toujours ça de gagné en perspective de mars 1977.

Par contre, sur le plan matériel, c'est le désert ou presque. L'administration s'en est remise à la bonne volonté des individus. Et la radio fait une propagande constante pour tel gala de solidarité, ou telle collecte de fruits pour les réfugiés. Plutôt que la solidarité, c'est la charité qui est ainsi organisée. Et cela permet aux politiciens réactionnaires d'occuper le devant de la scène, de se glorifier des efforts faits et d'appeler la population martiniquaise à remplir les sébiles qui lui seront tendues.

Science et capitalisme

VU l'absence d'une équipe rodée à la surveillance du volcan, vu le manque de matériel pendant toute la première phase de l'activité de la Soufrière, la meilleure solution en l'absence de précision et devant les manifestations d'intense activité du volcan, était de quitter la région et de se mettre à l'abri.

Cela dit, on n'a pu manquer de relever les hésitations et même les contradictions des déclarations des savants fraîchement arrivés sur le volcan.

Cela n'a rien d'étonnant. D'abord parce que ces phénomènes sont complexes. Ils se déroulent sous l'écorce terrestre à de hautes températures. Ils sont donc difficiles à observer. De plus, les moyens techniques mis à la disposition des scientifiques sont bien souvent dérisoires. Ne serait-ce que pour capter et analyser les gaz, pour établir le niveau du magma dans la cheminée ou sous le cône du volcan les moyens techniques sont rudimentaires.

Ce n'est pas la science qui est en cause mais bien la politique des Etats et la nature de notre société capitaliste dominée par les intérêts privés des riches. Investir pour faire avancer la volcanologie est sans intérêt financier. Cela ne rapporte pas, cela n'a qu'un but : protection des populations et progrès de la connaissance de la nature. Les profits à en tirer ne paraissent pas évidents. Cela n'intéresse donc ni les Etats, ni les capitalistes.

Et l'on peut dire que le peu qui est connu dans ce domaine n'est dû qu'à la curiosité scientifique et à l'opiniâtreté d'hommes qui, avec les moyens du bord, ont essayé de faire de la volcanologie une science afin de donner aux hommes les moyens de

prévoir et donc de parer aux conséquences des catastrophes volcaniques. Et pas seulement de celles-là. Car tout progrès dans l'un des domaines des sciences de la terre se répercute

sur les autres et notamment sur celui de la sismologie qui elle aussi intéresse au premier chef les hommes pour la protection contre les tremblements de terre.

FR3

C'est toujours la censure !

Alors que FR3 passe tous les communiqués, y compris les communiqués individuels, il a carrément refusé de transmettre un communiqué de la FEN (Fédération de l'Education nationale, section de la Guadeloupe) exprimant la solidarité de cette dernière avec tous les sinistrés et appelant les enseignants à se rendre à une réunion d'information.

En guise de protestation, une délégation d'enseignants s'est rendue auprès de la direction de FR3 pour lui demander des explications sur son attitude. Après une vive discussion entre les membres de la délégation et David, responsable de l'Information, ce dernier déclara tout net qu'il n'avait pas eu trace du communiqué et qu'il n'y avait aucun barrage devant les communiqués d'organisation de l'opposition, et que à l'avenir, il suffirait de lui remettre le communiqué en mains propres pour qu'il soit transmis.

Mais quel crédit accorder à de pareils propos quand on sait qu'un autre communiqué de la

CGTG subit exactement le même sort.

En vérité, les responsables de l'Information à FR3 ont tout simplement reçu l'ordre de ne faire passer aucun communiqué de l'opposition, sans autorisation de l'administration préfectorale. Ce que vise le gouvernement au travers des événements de la Soufrière, c'est d'utiliser au maximum tous les moyens d'information pour opérer un véritable « matraquage » de la population en vue des prochaines élections. En contrepartie, tout est mis en œuvre pour museler l'opposition et l'empêcher de s'exprimer.

Cela ne peut être toléré. Il appartient à toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche de dénoncer vigoureusement cette censure coloniale et d'organiser une campagne massive pour faire respecter la liberté d'expression en Guadeloupe et pour qu'éclate au grand jour toute l'hypocrisie et tout le mensonge contenus dans les propos de M. Stirn qui ne cesse de parler de « libéralisme ».

Après le massacre de Tell-el-Zaatar :

La droite libanaise mène l'offensive politique



La chute du camp palestinien Tell-El-Zaatar a, sous l'assaut des forces de la droite, symbolisé le rapport de forces qui s'est établi entre les deux camps.

Toutefois, la droite libanaise n'est pas parvenue au but qu'elle s'est fixée depuis un an de guerre civile. Ce but est de rétablir l'ordre bourgeois, ordre menacé par les masses libanaises et palestiniennes en armes. Il lui faut donc écraser la gauche, les islamoprogressistes qui ont le soutien des masses libanaises et désarmer les Palestiniens.

La droite libanaise n'a d'ailleurs le dessus sur le plan militaire que depuis qu'elle reçoit l'aide de la Syrie.

Après le succès de Tell-el-Zaatar, la droite a choisi de compléter son offensive sur le terrain par une offensive politique.

Il s'agit pour elle d'obtenir le désarmement de la gauche par l'intermédiaire des dirigeants du camp dit « islamoprogressiste » lui-même.

Les chrétiens conservateurs ont donc entrepris des pourparlers avec des dirigeants musulmans, en réclamant un « dialogue islamo-chrétien et non un dialogue entre droite et gauche ». Ils envisagent donc pour unifier le Liban, d'un côté la victoire militaire, de l'autre une victoire politique qui consiste à accroître le pouvoir des conservateurs au sein des islamoprogressistes. Ces conservateurs musulmans seraient pour eux des « interlocuteurs valables » avec qui ils pourraient unifier le Liban en formant une fédération. Ce serait donc une unification sur les mêmes bases qu'avant la guerre, c'est-à-

dire des bases confessionnelles, le pouvoir gouvernemental serait partagé entre une poignée de notables chrétiens et musulmans.

Dans le même temps, la droite libanaise demande aux Palestiniens de cesser leur lutte, de ne plus intervenir.

La droite chrétienne a enfin une solution de repli, la partition du Liban qui laisserait aux masses musulmanes une région démunie de tout.

Au travers de toutes ces solutions, la droite cherche à désarmer la gauche libanaise et les Palestiniens. Il reste qu'elle a du mal à y arriver. L'exemple de Tell-el-Zaatar a montré avec quel acharnement les masses palestiniennes et libanaises défendent leur droit de rester armées. Elles savent que c'est leur seule garantie face à la droite.

La démission de Chirac

saire à la bourgeoisie dans la période actuelle. Le compromis réalisé entre l'UDR, les Républicains indépendants et les Réformateurs est forcément instable. Le gouvernement ne pourra agir que si ces trois formations de la majorité acceptent de collaborer sous couvert du pâle Raymond Barre. Aussi la situation présente est-elle lourde de crises. De crises ministérielles d'abord. Car préoccupée uniquement de retrouver ses sièges à l'occasion des prochaines élections, la vieille droite française

autrefois réunifiée par De Gaulle est de nouveau divisée en multiples coteries, cliques, courants. Poursuivant leurs propres intérêts particuliers, les différentes composantes de la droite sont incapables de raisonner en fonction des intérêts généraux de la bourgeoisie. Et si l'irresponsabilité des politiciens bourgeois de droite est telle qu'elle paralyse pratiquement l'action du gouvernement, il n'est même pas exclu que Giscard fasse appel à des politiciens de la gauche. Auquel cas, la politique que suivra celle-ci n'ira

pas dans le sens des intérêts des travailleurs. Le rôle de la gauche au pouvoir sera de faire passer les mêmes mesures impopulaires que la droite se sera refusée à imposer. Ce n'est évidemment qu'une possibilité parmi d'autres. Mais quelles que soient les manœuvres des politiciens professionnels à l'approche des élections, leurs manœuvres se placent sur un fond de crise. Et en une telle période, la bourgeoisie cherchera à faire imposer des mesures de sacrifices pour les travailleurs.

La sécheresse en France :

Aider les agriculteurs sans dépenser un sou

Le dernier acte du gouvernement Chirac a été de prendre une série de mesures destinées à pallier les conséquences de la sécheresse. Comme à son habitude, le gouvernement a envisagé de faire payer la note par les contribuables, c'est-à-dire essentiellement par les travailleurs, car il ne peut être question de prendre l'argent là où il se trouve,

dans les coffres-forts des grandes sociétés capitalistes. Les agriculteurs en détresse ne se satisferont certainement pas des mesures limitées prévues par un gouvernement peu soucieux de leurs intérêts. Ce même gouvernement qui voudrait bien par la même occasion présenter les paysans comme les responsables des augmentations des impôts aux yeux des contribuables.

Afrique du Sud:

La révolte s'étend

La récente grève générale des travailleurs noirs de Johannesburg, ainsi que les diverses manifestations d'étudiants ont confirmé si besoin était que, malgré la répression, la volonté de lutte des opprimés d'Afrique du Sud augmente de jour en jour.

Face à cette révolte, le régime raciste d'Afrique du Sud a opposé la répression la plus brutale. Selon ses propres chiffres, le bilan des affrontements d'une semaine à Port Elisabeth (l'une des villes touchées par la grève) s'élèverait à trente-trois morts. Sa dernière « trouvaille » aura été la semaine dernière de lancer un commando de zoulous contre le quartier de Soweto faisant dix

morts et plusieurs centaines de blessés.

Mais toute cette répression n'a pas intimidé les masses noires, elles semblent même renforcées dans leur détermination.

En effet, limitée il y a deux mois, à Soweto et au milieu lycéen, la révolte a depuis gagné toutes les agglomérations noires du pays et la classe ouvrière noire tout entière a rejoint le mouvement. Les revendications se font plus directement politiques, l'un des objectifs de la grève générale était en particulier d'obtenir la libération des manifestants emprisonnés.

C'est contre le régime tout entier, d'exploitation et d'oppression, que se lèvent les masses opprimées d'Afrique du Sud.

EDITORIAL (suite)

Mais toutes ces mesures vont à l'encontre des intérêts des capitalistes, grossistes, gros planteurs, sociétés de bâtiment, etc., et ceux-là le préfèrent, qui est là pour les protéger et défendre leurs intérêts, ne pouvait pas leur faire de peine.

Au lieu de ces mesures d'urgence, on a ouvert des soupes populaires et occupé des écoles bien mal équipées d'ailleurs, parquant par milliers des travailleurs dans ces dits centres d'accueil. On a ajouté par-dessus le marché l'insigne mesquinerie qui consistait à faire chaque jour les comptes de ce que cela coûtait à l'Etat français.

Les travailleurs, un moment désarmés, saoulés du flot de paroles déversées chaque jour par les Stirn et Aurousseau, relèvent la tête et commencent à voir que le gouvernement se démène pour échapper à sa propre responsabilité dans la situation actuelle. Il veut faire payer la note aux travailleurs.

Les travailleurs devront s'organiser pour exiger pendant la durée de l'alerte que des mesures sérieuses soient prises pour répartir le travail entre tous pour que les chantiers de construction de logements d'accueil soient ouverts le plus rapidement possible, que des terres soient effectivement mises à la disposition des petits paysans, qu'une équipe de scientifiques reste en permanence à la surveillance du volcan et non pas par périodes comme c'est le cas actuellement, que l'indemnisation pour les journées de travail soit totale, que les loyers, les traites et autres dettes soient suspendues et qu'en particulier que les travailleurs et les petits commerçants, les paysans, toute la population laborieuse soient exonérés des impôts.

En s'organisant, les travailleurs ont la force d'imposer l'application d'un tel programme. Tout dépend de leur volonté à eux de ne pas être les dupes du gouvernement des riches.

Lisez et faites lire COMBAT OUVRIER

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOROR

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier - BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
Graphie-Presses
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source